



Le secteur de l'habitation réclame un ministère

L'habitation est un pilier économique et social du Québec. Le secteur de l'habitation représente des investissements annuels de près de 30 milliards de dollars et crée des centaines de milliers d'emplois de qualité dans toutes les régions du Québec. Qu'ils soient entrepreneurs en construction ou en rénovation, professionnels, ingénieurs, notaires, courtiers ou gestionnaires immobiliers, les travailleurs du secteur génèrent des retombées économiques importantes dont l'ensemble des Québécois tirent profit.

Tous les Québécois aspirent à vivre dans une habitation de qualité et méritent que le gouvernement appuie leurs efforts pour y parvenir. L'habitation est au cœur de la vie des 3,5 millions de ménages québécois, qu'ils soient propriétaires ou locataires.

Les enjeux de ce secteur sont nombreux. Mentionnons, entre autres :

- les besoins importants en matière d'aide au logement,
- un taux de propriétaires qui place le Québec au dernier rang au Canada,
- la réforme du droit de la copropriété qui se fait toujours attendre,
- les mesures à prendre à la Régie du logement pour améliorer le milieu de vie dans les immeubles locatifs,
- la nécessité de mieux protéger les consommateurs lors d'une transaction immobilière,
- le besoin de rénover le parc immobilier pour sauvegarder le patrimoine bâti et assurer la qualité de vie des occupants.

Afin de pouvoir gérer efficacement l'étendue et la complexité de ces enjeux, une vision globale, centralisée, jumelée à des mesures porteuses, humaines, efficaces et rassembleuses, s'impose. À notre avis, cela n'est possible qu'avec un ou une ministre responsable de l'Habitation, qui disposerait d'un budget approprié et d'un ministère distinct, afin que puisse être élaborée une politique de l'habitation, en collaboration avec le milieu. L'établissement d'un poste de ministre de l'Habitation permettrait d'établir des liens forts entre les différents ministères en vue d'assurer des politiques claires dans le secteur de l'habitation au Québec. Cela contribuerait à maintenir un secteur de l'habitation fort et prospère.

Monsieur Legault déterminera au cours des prochains jours la composition de son Conseil des ministres. Les nombreux avantages que confère une vision globale des dossiers liés à



l'habitation et l'importance, pour l'industrie, d'avoir un seul et même interlocuteur au sein du gouvernement devront être pris en considération dans cette réflexion.

Nous sommes convaincus qu'avec la qualité de l'équipe en place, le premier ministre saura nommer au sein de son conseil un ministre responsable de l'Habitation. L'importance du secteur de l'habitation, tant sur le plan budgétaire qu'économique, ainsi que la qualité de vie des citoyens qui en découle, justifie un tel portefeuille.

Nous espérons pouvoir reprendre rapidement le travail avec le gouvernement afin de contribuer à la prospérité et à la qualité de vie de tous les citoyens.

Luc Bélanger, président-directeur général
APCHQ

Johanne Lamanque, vice-présidente, Québec
Bureau d'assurance du Canada

Benoit Ste-Marie, directeur général
Corporation des propriétaires immobiliers du Québec

Patrick Juanéda, président
Fédération des chambres immobilières du Québec

Nadine Lindsay, présidente et chef de la direction
Organisme d'autoréglementation du courtage immobilier du Québec

Laurent Emery, directeur général
Regroupement des gestionnaires et copropriétaires du Québec